



GRUPE DE RÉVISION DE LA MISE EN ŒUVRE
DES INITIATIVES DES SOMMETS (GRIC)
Première réunion ordinaire de 2025
20 février 2025
Washington, D.C., États-Unis

OEA/Ser.E
GRIC/O.1/INF.63/25
24 février 2025
Original : espagnol

DISCOURS D'OUVERTURE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, PRÉSIDENT DU PROCESSUS DES SOMMETS

(Ambassadeur Rubén Silié, Président du GRIC)

Au nom de la République dominicaine, recevez mes cordiales salutations.

De nombreux événements ont eu lieu depuis notre dernière réunion et il est clair que le Dixième Sommet des Amériques, prévu pour le 5 décembre prochain, se rapproche ; nous comptons toujours sur vous.

Je vous remercie de toutes les contributions, tous les commentaires et toutes les idées que nous avons reçus. J'exprime également notre reconnaissance au Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, au Secrétaire aux questions continentales, l'Ambassadeur James Lambert, et à la directrice du Secrétariat aux Sommets, Maria Celina Conte, qui procurent un soutien et un suivi constant pour l'organisation de cette rencontre. Vous êtes la mémoire historique permettant de faire fond sur les mandats adoptés, une action indispensable pour assurer la cohérence et un sentiment d'unité autour des grands consensus politiques bâtis au cours des trois décennies du Processus des Sommets des Amériques.

Nous remercions également les entités qui composent le Groupe de travail mixte sur les Sommets (GTCC) de leur soutien technique inestimable, notamment quant à la présentation de données et de priorités indispensables en vue de guider nos réflexions au moment de préparer la note conceptuelle.

Il convient également de souligner le dévouement permanent de la société civile et des acteurs sociaux des Amériques qui, selon nous, constituent un lien important entre les secteurs sociaux et le Processus des Sommets.

La République dominicaine espère pouvoir continuer à compter sur votre participation et vos contributions, que nous jugeons essentielles à la construction d'un continent sûr, durable et marqué par une prospérité partagée.

Mesdames et Messieurs,

En cette époque caractérisée par une connectivité importante, nous sommes confrontés à un défi qui nous oblige à rechercher de nouvelles formes de relations sociales : comment participer à

l'exercice du pouvoir, comment affronter les effets des épisodes climatiques extrêmes, comment réduire les niveaux de violence élevés, comment nous nourrir, comment subvenir aux besoins de ceux qui n'ont rien à manger, comment réduire l'écart entre ceux qui ont et ceux qui n'ont rien, comment garantir un avenir favorable à la mobilité sociale... en définitive, il s'agit de garantir des sociétés où chacun a sa chance.

Si on me demandait comment caractériser notre époque turbulente, je dirais que nous sommes entrés dans une ère de besoins non pris en charge. En effet, comme nous le rappelle bien notre ami Heraldo Muñoz, la démocratie n'a pas su répondre à ces besoins ; elle a creusé encore davantage les inégalités sociales, ce qui s'accompagne d'un sentiment d'insécurité croissant dans nos rues. Ainsi, l'avenir prometteur que la démocratie est censée nous garantir semble fuyant pour une grande majorité de personnes.

Antonio Gramsci disait que quand l'ancien monde ne veut pas mourir et le nouveau monde ne veut pas naître, des phénomènes invraisemblables apparaissent. Cette affirmation peut s'appliquer à la situation politique de notre région.

Ainsi, il est temps que notre continent s'engage à mobiliser l'ensemble du pouvoir de l'action de l'État et du secteur privé pour repenser la sécurité humaine dans un sens plus large, qui permette de libérer les individus du joug de la peur. Pour surmonter cette incertitude qui s'est emparée de nos citoyens, il est nécessaire d'inclure dans notre action l'insécurité alimentaire, énergétique et de l'approvisionnement en eau.

Nous avons choisi ces types de sécurité comme éléments centraux de la note conceptuelle car ils peuvent constituer un socle de confiance et de stabilité stratégique dans un moment très incertain. De même, nous allons promouvoir cette nouvelle conception plus exhaustive de la sécurité humaine, ce qui nous donne l'occasion de bâtir des consensus solides à une époque où les grands débats politiques sont extrêmement fragmentés et radicalisés.

Mesdames et Messieurs,

Sans la sécurité, il ne peut exister de paix et on ne peut générer les richesses nécessaires pour sortir des millions de personnes de la pauvreté, sans même parler de l'atteinte de nos objectifs de développement. Aussi la sécurité est-elle une condition essentielle à la stabilité et au développement.

Il est à la fois surprenant et préoccupant que notre région, qui ne compte que 8 % de la population mondiale, représente 30 % des homicides violents, même en l'absence de conflits entre États ou de guerres civiles. Cela nécessite une attention urgente et une action concertée de l'État et du secteur privé.

Comme nous l'indiquons dans la note conceptuelle, dans un monde marqué par des turbulences et de l'incertitude, le Dixième Sommet des Amériques peut réaliser une contribution considérable en établissant avec force le besoin de bâtir la sécurité à plusieurs points de vue. Il s'agit d'un pilier fondamental du développement durable, car on crée ainsi l'environnement nécessaire afin que les personnes vivent avec liberté, dignité et possibilités de croissance.

Mesdames et Messieurs,

L'Amérique latine et les Caraïbes sont riches de ressources naturelles ; nous exportons un quart de notre production agricole et, selon des estimations de la FAO, au cours des 3 prochaines années, nous représenterons 25 % des exportations agricoles et halieutiques dans le monde. Comment est-il possible, avec une telle abondance de nourriture dans notre région, que 43 millions de personnes y souffrent de la faim ?

Il est inadmissible de voir se poursuivre un tel attentat à la dignité humaine alors que nous avons les ressources pour l'éviter. La région a l'obligation de repenser, de toute urgence et avec créativité, la façon de libérer notre continent de la faim. En effet, si nous ne pouvons nous nourrir, nous créons un terreau fertile pour les abus, les violences et la criminalité.

N'oublions pas non plus le lien étroit entre la disponibilité des ressources hydriques et la production alimentaire. Ainsi, la gestion responsable de l'eau est une décision importante pour garantir l'accessibilité des denrées alimentaires, sachant que les indices de pression hydrique connaissent une hausse préoccupante.

Notre région dispose de conditions enviables : le plus grand potentiel agricole, la disponibilité d'eau par habitant la plus élevée au monde. En effet, avec seulement 15 % de la surface terrestre, nous recevons 29 % des précipitations et 40 % de l'eau douce du monde. C'est pourquoi nous sommes convaincus que grâce à un engagement fondé sur le recours à la technologie et à l'innovation, nous pourrions mettre en commun des pratiques optimales de gestion de cette précieuse ressource.

Enfin, si nous souhaitons nous extirper du piège de la production de matières premières sans produits à forte valeur ajoutée, il sera indispensable d'assurer la production d'une énergie abordable et durable. Sans sécurité de l'approvisionnement énergétique, il ne peut exister d'activité industrielle et, ainsi, d'emplois de qualité, que nous appelons de nos vœux.

Merci à tous, et rappelez-vous que la République dominicaine garde sa porte ouverte à vos contributions, sans lesquelles il sera impossible de parvenir au succès que nous souhaitons tous.